Les négociations secrètes sur le Traité Transatlantique de Commerce se poursuivent

L'Union Européenne et le gouvernement étasunien ont repris cette semaine les négociations concernant le Traité Transatlantique de Commerce, un accord qui éveille la méfiance et l'opposition des pays du Vieux Continent, non seulement à cause du mystère qui marque les conversations, mais encore à cause des conséquences négatives que cela entraînerait pour l'économie et la souveraineté des pays européens.

On connaît peu de détails sur cet accord de partenariat, mais ce qui s'est passé jusqu'à présent suffit à alarmer les secteurs plus lucides de la population.

Tout d'abord, ce qui attire l'attention est l'exigence imposée aux négociateurs de garder un silence absolu sur les questions abordées, ce qui implique de tourner le dos aux gens, dont la vie dépend des résultats du processus.

Les apologistes du partenariat assurent qu'il va permettre une croissance accélérée de l'économie estimée à 120 000 millions d'euros seulement dans les 10 premières années. Ils indiquent également que cet accord pourrait favoriser la création de 2 millions de postes de travail en Europe et aux États-Unis, en

plus de permettre une réduction des prix sans précédent dans les relations commerciales.

Cependant, cet optimisme n' a peu ou presque rien à voir avec la réalité, compte tenu des expériences similaires du passé, telles que le Traité de libre-échange de l'Amérique du Nord, qui a plongé dans la pauvreté des millions de personnes et qui a débouché sur la disparition de milliers de petites et moyennes entreprises mexicaines, aussi bien dans le domaine agricole que dans ceux du commerce et de l'industrie.

L'ouverture des marchés dans le style de Washington conduit au renforcement des inégalités entre les associés et porte atteinte aux droits des travailleurs, sans mentionner son impact nuisible sur les services de l'éducation, de la santé, du logement, de la liquidation des entreprises et des biens publics.

Pour les européens ce traité a d'autres implications qui découlent de la stratégie visant à résoudre les différends,une stratégie dont les grandes entreprises profiteront pour mener les États à comparaître devant la justice au cas où les lois nationales aillent à l'encontre de leurs intérêts.

Dans ce contexte, par exemple, la compagnie étasunienne Monsanto pourrait conduire la France à être déférée devant la cour pour avoir empêché la vente de maïs transgénique élaboré dans cette entreprise et qui nuit à la santé de l'être humain et de l'environnement.

Il convient de rappeler que Monsanto est une des entreprises qui a produit pour l'armée nord-américaine l'¨agent orange¨, un défoliant tristement célèbre, employé lors de la guerre du Vietnam, et qui a abouti à des centaines de milliers de morts et des malformations à la naissance dans ce pays.

Le traité va aussi contraindre les membres de l'Union Européenne à modifier les lois concernant la protection des consommateurs ou la sauvegarde de l'information personnelle, qui généralement, sont plus rigoureuses dans ce continent qu'aux États-Unis.

Les peuples européens ont encore le temps de freiner ce processus, mais il faut en appeler aux efforts communs et énergiques pour empêcher que les grandes finances et les groupes transnationaux consolident leur pouvoir et effacent ce qui reste du renommé ¨État de bien-être¨, qui a fait la fierté des habitants dans cette région du monde.

---

https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/45578-les-negociations-secretes-sur-le-traite-transatlantique-de-commerce-se-poursuivent

Radio Habana Cuba